

La mégascierie qui met le feu aux Hautes-Pyrénées

À l'appel du collectif Touche pas à ma forêt, plus de 2 000 opposants au projet d'implantation d'un site industriel de la transnationale Florian ont manifesté, ce week-end, dans plusieurs villages du département.

Hautes-Pyrénées, envoyé spécial.

Masque sur le visage, Hélène tente d'orienter la centaine d'anonymes venus former la marche pour « la forêt pyrénéenne » en ce samedi matin à Aspet, un village du piémont pyrénéen de la Haute-Garonne. Autour, on devine l'imposant massif forestier environnant. « Nous refusons que ces forêts soient dévastées pour exporter du bois dans le monde entier, alors que nous n'assurons pas nos besoins sur nos territoires », résume Hélène. Construire l'opposition à la « mégascierie Florian », tel est l'objectif de Touche pas à ma forêt, un collectif d'associations et de syndicats à l'initiative des marches qui se sont déroulées sur le versant nord des Pyrénées, le week-end dernier. Ils étaient 1 300 samedi et 1 500 encore à manifester dimanche à Lannemezan, entre Toulouse et Tarbes. En cause, l'installation annoncée dans le village du groupe italien transnational Florian, visant à transformer 50 000 m³ de hêtres de haute qualité

par an en bois d'œuvre. Les opposants craignent que les volumes prélevés dans les Pyrénées, exclusivement sur une seule espèce, le hêtre, n'entraînent un déséquilibre important des écosystèmes.

Sans « concertation avec les élus »

C'est le socialiste Bernard Plano, maire de Lannemezan depuis 2001 et président de la communauté de communes, qui a démarché le groupe Florian. « Il faut un opérateur qui ait une grande connaissance du hêtre, car il faut écouler la production. J'imagine 25 emplois sur la scierie, et plus d'une centaine en amont dans le bûcheronnage et le transport », nous explique-t-il, lui qui répond rarement à la presse sur ce dossier. « Les études montrent que la ressource de bois est en constante augmentation. Il y a un accroissement de 2 % de la forêt », poursuit-il, cherchant à rassurer ses détracteurs croissants. Dans ce contexte, l'objectif de production semblerait presque raisonnable, s'il n'était une autre donnée : en moyenne, 25 % seulement du volume total d'un arbre peut être obtenu en bois d'œuvre. Florian, qui recherche la qualité optimale, fait tomber ce taux à 10 %. Le reste servira au chauffage ou à la papeterie.



Dimanche, 1 500 personnes ont marché aux abords de Lannemezan, contre l'installation du groupe italien. Lionel Bonaventure/AFP

« Si les forestiers suivent les exigences de qualité de Florian, pour sortir 50 000 m³ de hêtres de bois d'œuvre, il va falloir en collecter beaucoup plus en amont, entre 400 000 et 540 000 m³, soit plus du double voire du triple du hêtre prélevé aujourd'hui dans toutes les Pyrénées », explique Dominique Dall'Armi, représentant syndical à l'Office national des forêts. Le risque d'une pression accrue plane sur la forêt pyrénéenne, dans un contexte où « une gestion privatisée de la forêt publique » est dénoncée vigoureusement depuis quelques années.

Adjoint au maire communiste de Capvern, Pascal Lachaud ne décolère pas : « Le projet Florian s'est fait sans concertation avec

« Pour lancer une alternative crédible, il faudrait toute la force de la puissance publique. »

GÉRARD ONESTA
CONSEILLER RÉGIONAL EELV

tissement total de 11 millions d'euros, 3,5 millions seront versés par l'Arac, l'Agence régionale de l'aménagement et de la construction Occitanie. À quelques mois des élections régionales, la présidente socialiste Carole Delga, candidate à sa réélection, tente de rassurer : « Comme je m'y étais engagée auprès du collectif Touche pas à ma forêt, je viens de

les élus locaux. Que voulons-nous ? Un tissu de scieries intégré dans les territoires, avec une forte valeur ajoutée en termes d'emplois, ou cette mégascierie ultra-automatisée, déconnectée de nos besoins ? » Selon l'élu, la part du financement public pour l'installation de Florian soulève également des questions. Sur un inves-

saisir le préfet des Hautes-Pyrénées, afin qu'il définisse et pose le cadre de ce dialogue. » Le projet verra-t-il le jour et, si oui, comment éviter que le géant italien n'affaiblisse davantage des scieries locales déjà loin de tourner comme il serait souhaitable ? Selon Gérard Onesta, conseiller régional EELV, c'est toute la difficulté de ce dossier. L'enjeu est « d'éviter un désastre environnemental », rappelle-t-il, sans en rester non plus à la situation actuelle, alors que la filière bois d'œuvre pyrénéenne peine à trouver des débouchés commerciaux. « Il faudrait toute la force de la puissance publique pour lancer une alternative crédible », reprend Gérard Onesta. Mais pour l'instant, la région accompagne plus qu'elle ne planifie ou régule... Et elle ne légifère pas », regrette-t-il. Un cadre sans lequel les forêts des Pyrénées ne sont pas près d'échapper aux appétits privés. ●

JEAN-SÉBASTIEN MORA